

ÉCOLOGIE ET DICTATURE COMMUNISTE : QUELLES DIFFÉRENCES AVEC L'OCCIDENT ?

7 janvier 2016

Par Michel Dupuy (IHMC) et Laurent Coumel (CERCEC-CNRS)

Le cas russe-soviétique

Voici quelques jalons très rapides, et grossièrement délimités, d'une histoire des politiques et des mouvements ayant trait à l'environnement en Russie à partir de 1917

De l'écologie scientifique à la « protection de la nature » par les savants

L'écologie comme science s'inscrit dans une longue tradition en Russie, fruit d'un dialogue académique continu avec les autres nations européennes – qu'il s'agisse de l'étude des sols, des forêts, des eaux, etc. Les sociétés savantes russes sont actives et jouent un grand rôle dans la formulation des grandes questions écologiques aux XIXe-XXe siècle. Avec l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, les choses se compliquent : émigration de nombreux chercheurs, répression et mise sous contrôle politique de certaines branches disciplinaires – en particulier la génétique victime du lyssenkisme dans les années 1940. Pourtant le régime, soucieux de forger une intelligentsia loyale et capable de l'aider à surmonter les grands défis technologiques auxquels sont confrontés les États, fortement imprégné par l'idéologie commune du « haut-modernisme » (Scott, 1998), fait quelques gestes en matière de « protection de la nature » : création de réserves ou sanctuaires (*zapovedniki*), adoption de normes sanitaires et environnementales (peu respectées), et surtout création de la Société panrusse de protection de la nature (VOOP) en 1924, à la demande des sociétés savantes (Weiner, 1988). Certaines mesures prises sous Staline en matière de protection des forêts le long des grands fleuves et d'exploitation du sous-sol dans l'Arctique témoignent bien d'une attention particulière à la question des ressources (Bonhomme, 2005 ; Brain, 2011 ; Bruno, 2016), mais il s'agit surtout de garantir l'efficacité du projet socio-économique, visant l'affirmation de la puissance nationale. Les dégradations s'accroissent, parallèlement aux tragédies humaines (collectivisation, déportations de masse, Grande Terreur et ses répliques) avec l'industrialisation brutale du pays, marquée par la démesure des chantiers : grands barrages et combinats métallurgiques surtout (Graham, 1993 ; Kotkin, 1995).

Dans l'après-guerre, dont le bilan sanitaire et environnemental reste à faire (Filtzer, 2010), la VOOP se transforme en machine de propagande et organisation lucrative, vantant à la fois les derniers grands projets (plan stalinien de transformation de la nature en 1948, puis conquête des « terres vierges » sous Khrouchtchev à partir de 1954), et la vision d'une nature harmonieuse et au service de la société (diffusion du jardinage et des espaces verts dans les villes, vente d'oiseaux et autres animaux domestiques, etc.). Le discours sur le bien-fondé de la « protection de la nature » continue de se diffuser de manière très officielle dans la littérature, le cinéma, puis à la télévision et lors de campagnes d'opinion régionales ou nationales : mais il s'agit d'un vernis qui masque les vrais problèmes écologiques (pollution de l'air, de l'eau, des sols ; destruction des forêts en Russie européenne, dégradation des paysages naturels). Un exemple de cette dualité entre discours et réalité des politiques environnementales est celui de la loi de protection de la nature en Russie, adoptée en 1960,

avant d'autres pays industrialisés donc, mais après certains pays d'Europe de l'Est et autres républiques d'URSS, notamment baltes (Coumel, 2013). D'un côté, elle inscrit dans le marbre le conservationnisme, et appelle la société à participer activement à leur application à toutes les échelles, du national au local. De l'autre, elle ne prévoit aucune institution réellement capable de faire observer les réglementations en vigueur, ou de changer le mode d'expertise des projets économiques. En témoigne l'affaire du Baïkal qui oppose une partie de l'intelligentsia, au pouvoir politico-militaro-industriel : la construction d'une usine de pâte à papier (cellulose) sur la rive de la plus grande réserve d'eau douce du monde n'est pas arrêtée malgré une vague de protestation qui unit scientifiques, écrivains, journalistes et responsables régionaux – l'essentiel de « l'opinion publique » de l'époque (Weiner, 1999).

Après Staline : l'aspiration à une technocratie écologique ou « éco-pouvoir »

Avec la mort du dictateur et fossoyeur du mouvement ouvrier international en 1953, une nouvelle ère s'ouvre dans la réflexion et les buts de l'écologie comme force sociale : celle-ci s'oriente de plus en plus vers un modèle de gestion technocratique de la nature, aspirant à la création d'un véritable « éco-pouvoir » au sens de l'expression utilisée par le sociologue Pierre Lascoumes pour désigner le passage du militantisme vert à la mainmise d'experts publics sur les questions écologiques.

Les premiers jalons sont posés à la fin des années 1940 lors de conférences scientifiques affirmant, pour la première fois, le caractère limité des ressources et les dégradations du mode de développement extensif (grands barrages, exploitation à grande échelle des minerais et forêts) en Sibérie (Mandrillon, 2012). Quelques années plus tard, à la fin des années 1950, c'est dans le secteur de la gestion de l'eau douce que des voix s'élèvent pour réclamer une meilleure prise en compte de tous les usages, donc de tous les acteurs de la ressource : l'ingénieur Vasilij Zvonkov (1890-1965) est à l'origine de la création d'un éphémère « comité d'Etat pour les eaux [continentales] » en Russie, créé en 1960. Quelques années plus tard, il voit ses fonctions fondues à nouveau avec celles du puissant ministère de l'Agriculture portant sur l'extension des zones irriguées et asséchées en vue de la mise en culture de nouvelles terres : l'éco-pouvoir est à nouveau inféodé aux intérêts économiques, au grand regret des militants de la cause environnementale comme le géographe David Armand, auteur en 1964 d'un best-seller écologiste au titre évocateur : *Pour nous et nos petits-enfants*. Mais l'idée d'un organisme d'Etat indépendant des ministères sectoriels (économiques) et chargés de la gestion des ressources naturelles fait son chemin ; après avoir été portée par l'agence hydrométéorologique soviétique (Josephson *et alii*, 2013), elle aboutit à la création du Comité d'Etat à la protection de la nature en 1988, sous Gorbatchev.

L'environnementalisme soviétique puis russe : de la contestation au conformisme ?

Ainsi, la dernière phase, celle des réformes puis de l'effondrement de l'URSS, s'inscrit-elle dans une forte ambiguïté. D'une part, l'environnement est un étendard de la contestation du régime soviétique *via* plusieurs grands projets décriés pour leur impact écologique : inversion des fleuves sibériens vers le Sud pour remédier aux désastres engendrés par l'irrigation massive en Asie centrale (disparition de la mer d'Aral), projet nucléaire dont l'accident de Tchernobyl, centrale réputée modèle et à la pointe technologique du réseau, sonne le glas pour deux décennies, etc. A ce titre, « vecteur » de la Glasnost' ou transparence qui initie la démocratisation gorbatchévienne (Mandrillon, 2011), il est aussi le moteur de mouvements d'indépendance nationale dans plusieurs républiques (Dawson, 1996).

Les brigades de protection de la nature, organisations étudiantes créées dans les universités dans le cadre confortent une vision élitiste du mouvement environnemental, qu'on trouve aussi sous la plume du sociologue qui s'est consacré à la question (Yanitsky, 2012). Il y a peut-être ici un facteur explicatif de l'échec de la démocratisation en termes de massification voire de politisation du mouvement écologiste en Russie.

Un autre aspect frappant réside dans le triomphe d'une représentation patrimoniale, et partant identitaire, de la nature. L'environnement russe est, comme ailleurs, le fruit d'une combinaison entre éléments culturels et proprement écologiques – au sens de l'attention aux lois et équilibres naturels tels qu'ils ont fait l'objet d'une élaboration scientifique ancienne. Toutes les controverses environnementales majeures en Russie depuis le milieu du XXe siècle ont été portées par un courant nationaliste (Brudny, 1998) et animées d'une dimension patrimoniale forte : les lieux, paysages et objets remarquables à défendre ont *in fine* été désignés pour leur valeur symbolique et morale, voire explicitement patriotique : c'est le cas du lac Baïkal dès les années 1960, des villages du nord de la Russie face à la menace d'inondation par des barrages géants dans les années 1970 et 1980, ou encore de la Volga en amont de Rjev, lieu d'une bataille épique et sanguinaire pendant la Seconde guerre mondiale (« Grande guerre patriotique », suivant l'appellation officielle en russe, héritée de la période stalinienne). Ainsi, l'écologie se trouve fortement liée à la défense du patrimoine en général, et partant à des problématiques identitaires : un facteur qui explique peut-être la facilité avec laquelle l'environnement a pu être récupéré, et d'une certaine façon neutralisé, en termes de mobilisations sociales, par le régime autoritaire mis en place au début des années 2000 – en plus de formes de répression parfois violentes des mouvements à résonance nationale dans la Russie de Poutine (Raviot, 2005 ; Désert, 2012). Il reste toutefois un mouvement écologiste localisé important, qui saura peut-être catalyser à nouveau les aspirations d'une société civile désormais atomisée à un retour à la transparence en matière d'environnement, comme dans d'autres domaines (Henry, 2010 ; Koveneva, 2011).

Bibliographie

Bruno Andy, *Making nature modern: economic transformation and the environment in the Soviet north*, University of Illinois, 2011 (livre à paraître en 2016: *The Nature of Soviet Power. An Arctic Environmental History*, Cambridge University Press)

Bonhomme Brian, *Forests, Peasants, and Revolutionaries: Forest Conservation and Organization in Soviet Russia, 1917-1929*, Columbia University Press, 2005

Brain Stephen, *Song of the Forest. Russian Forestry and Stalinist Environmentalism, 1905-1953*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2011

Brudny Yitzhak M., *Reinventing Russia. Russian Nationalism and the Soviet State, 1953-1991*, Harvard University Press, 1998

Coumel Laurent, « A Failed Environmental Turn? Khrushchev's Thaw and Nature Protection in Soviet Russia », *The Soviet and Post-Soviet Review*, 40, n° 2, 2013, p. 167-189

Dawson Jane I., *Eco-Nationalism. Anti-Nuclear Activism and National Identity in Russia, Lithuania, and Ukraine*. Durham, Duke University Press, 1996

Désert Myriam, « Comment les « nouveaux citoyens » russes ont inventé leur Printemps », *P@ges Europe*, 5 mars 2012 – La Documentation française [En ligne]

- Filtzer Donald, *The Hazards of Urban Life in Late Stalinist Russia. Health, Hygiene, and Living Standards, 1949-1953*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010
- Graham Loren R., *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1993
- Henry Laura A., *Red to Green: Environmental Activism in Post-Soviet Russia*, Ithaca, Cornell University Press, 2010
- Josephson Paul, Nicolai Dronin, Ruben Mnatsakanian, Aleh Cherp, Dmitry Efremenko, et Vladislav Larin, *An Environmental History of Russia*, Cambridge University Press, 2013
- Kotkin Stephen, *Magnetic Mountain: Stalinism as a Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1995
- Koveneva Olga, « Les communautés politiques en France et en Russie », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 66, n° 3, 2011, p. 787-817
- Mandrillon Marie-Hélène, « L'écologie, vecteur de l'ouverture de l'espace public », dans Jean-Robert Raviot (dir.), *URSS : fin de parti(e). Les années perestroïka*, 2011, p. 60-69
- Mandrillon Marie-Hélène, « L'expertise d'État, creuset de l'environnement en URSS », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n°113, 2012, p. 107-116
- Raviot Jean-Robert, « L'écologie aux frontières de la raison d'État en Russie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 36, n° 1, 2005, p. 155-177
- Weiner Douglas R., *Models of nature : ecology, conservation, and cultural revolution in Soviet Russia*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1988
- Weiner Douglas R., *A Little Corner of Freedom Russian Nature Protection from Stalin to Gorbachev*. Berkeley: University of California Press, 1999 (accessible en ligne sur le site <http://publishing.cdlib.org>)
- Yanitsky Oleg Nikolaevich, « From nature protection to politics: the Russian environmental movement 1960–2010 », *Environmental Politics* 21/6, 2012: 922-940